

**Alternatives  
Economiques**

■ **FORMATION**

# **FORMATION CONTINUE**

**Comprendre l'économie et la société**

**Catalogue 2012**

# OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Un nombre croissant de salariés ont aujourd'hui un impératif besoin de mieux comprendre le contexte économique et social dans lequel s'inscrit leur activité. C'est pour répondre à ce besoin que la Scop Alternatives Economiques a développé Alternatives Economiques Formation, qui propose une offre de formation à destination des salariés d'entreprises, d'associations, de syndicats, de collectivités locales, etc.

Nos formations sont assurées par des journalistes et des collaborateurs de la rédaction d'Alternatives Economiques, qui allient une expertise reconnue dans leurs domaines de spécialisation et le talent pédagogique qui a fait la réputation du magazine.

## PUBLIC

- Salariés et cadres d'entreprise
- Permanents et militants syndicaux
- Salariés et cadres d'association, de coopérative, de mutuelle, de fondation
- Personnels et cadres des collectivités territoriales
- Elus locaux et nationaux, militants politiques

## NOS FORMATIONS SONT ANIMÉES PAR L'ÉQUIPE D'ALTERNATIVES ECONOMIQUES, NOTAMMENT :

- Christian Chavagneux, rédacteur en chef adjoint
- Denis Clerc, fondateur et conseiller de la rédaction
- Guillaume Duval, rédacteur en chef
- Philippe Frémeaux, directeur de la publication
- Sandra Moatti, rédactrice en chef adjointe
- Thierry Pech, directeur de la rédaction

Vous trouverez dans ce catalogue des dates de formations inter-entreprises. Toutes nos formations peuvent également être organisées en interne, sur demande.

En cas d'indisponibilité, les formateurs indiqués pour chaque programme de formation sont susceptibles d'être remplacés par d'autres membres de l'équipe d'Alternatives Economiques.

Nombre de participants limité pour chaque session.

Supports pédagogiques remis à chaque participant.

Lieu : Paris 2<sup>e</sup> (ou selon demande, possibilité de formations en province)

## TARIFS

**Formations d'une journée (repas compris) :**

Salariés d'entreprise ou de collectivité territoriale :

- 650 € HT / 777,40 € TTC par participant

Salariés d'association et particuliers :

- 450 € HT / 538,20 € TTC par participant

**Formations d'une demi-journée :**

Salariés d'entreprise ou de collectivité territoriale :

- 400 € HT / 478,40 € TTC par participant

Salariés d'association et particuliers :

- 250 € HT / 299 € TTC par participant

Tarifs dégressifs si un même salarié s'inscrit à plusieurs formations ou si plusieurs salariés d'une même structure s'inscrivent à une même formation. Nous consulter.

**Tarifs sur demande pour les formations intra-entreprise.**

## CONTACT

Hélène Creix, tél : 01 44 88 28 90, courriel : [formation@alternatives-economiques.fr](mailto:formation@alternatives-economiques.fr)

Depuis 2007, l'économie mondiale est plongée dans une crise d'ampleur historique. Après avoir failli emporter le système bancaire mondial, les dérapages de la finance ont provoqué récession, chômage, pauvreté et crise des finances publiques, dont l'Europe est la principale victime. Ils menacent aujourd'hui l'existence même de l'union monétaire.

Cette formation vise à s'y retrouver dans les multiples explications de la crise et à décrypter les principales conséquences qu'elle peut avoir sur les économies européennes et mondiales, ainsi que sur le fonctionnement et la régulation de la mondialisation.

## OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Connaître les différentes explications et les différentes étapes de la crise qui a éclaté en 2007
- Identifier ses conséquences sur les économies
- Apprécier les efforts de régulation de la finance mondiale

## Les explications de la crise

Retour sur une crise sans fin : déroulé du film des quatre dernières années.

Les grandes phases de la crise : immobilière, bancaire et financière, économique, souveraine.

Impacts financiers, économiques, sociaux, politiques, géopolitiques : un point sur la situation en 2012.

Lectures et interprétations de la crise. Qui est responsable : la finance, les pouvoirs publics ou tout un régime de croissance ?

Questions-réponses.

## PUBLIC

- Tout public ayant besoin de comprendre ces enjeux dans le cadre de ses fonctions

## Focus sur la crise dans la zone euro

Pourquoi l'Europe ne s'en sort-elle pas ? Passage en revue des réponses européennes face à la crise des dettes souveraines et à la crise bancaire.

Les dettes publiques posent-elles un problème ? Faut-il les résorber et comment ?

Quelles sont les issues possibles à la crise européenne ?

Questions-réponses.



## FORMATEURS

Sandra Moatti  
et Christian Chavagneux,  
rédacteurs en chef adjoints  
d'Alternatives Economiques



## Vers une nouvelle régulation de la mondialisation ?

La mise en avant du G 20 est-elle une avancée vers une gouvernance mondiale ?

Comment peut-on apprécier sa volonté de réguler la finance et les paradis fiscaux ?

Questions-réponses.

## DURÉE, DATE & LIEU

- 1 journée [9 h-17 h]
  - Date et lieu : 7 juin 2012 à Paris 2<sup>e</sup>.
- Autres dates et lieux sur demande.

## TARIFS (repas inclus)

- 650 € HT / 777,40 € TTC  
[entreprises & collectivités territoriales]
- 450 € HT / 538,20 € TTC  
[associations & particuliers]
- Formation sur mesure :  
tarifs sur demande

Référence formation : AEG 001

Cette formation propose de raconter et de décrypter la construction européenne dans sa dimension économique et sociale, mais aussi politique, et de revenir de manière approfondie sur l'ensemble des défis auxquels l'Union européenne est aujourd'hui confrontée.

## OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Comprendre le fonctionnement des institutions européennes et leurs fonctions
- Connaître les grandes étapes de la construction européenne
- Comprendre les mécanismes de solidarité économique et financière en Europe
- Comprendre les grands enjeux auxquels est confrontée l'Union européenne

## PUBLIC

- Tout public amené à travailler en relation avec des institutions ou des dispositifs de l'Union européenne ou avec des structures issues de différents pays de l'Union européenne
- Personnels des collectivités territoriales
- Toute personne ayant besoin de comprendre ces enjeux dans l'exercice de ses fonctions

## FORMATEUR



Philippe Frémeaux,  
directeur de la publication  
d'Alternatives Economiques

## DURÉE, DATE & LIEU

- 1 journée [9 h-17 h]
- Date et lieu : 19 novembre 2012 à Paris 2<sup>e</sup>.  
Autres dates et lieux sur demande.

## TARIFS (repas inclus)

- 650 € HT / 777,40 € TTC  
[entreprises & collectivités territoriales]
- 450 € HT / 538,20 € TTC  
[associations & particuliers]
- Formation sur mesure :  
tarifs sur demande

Référence formation : AEG 002

## Retour sur soixante ans d'histoire européenne

Comment l'Union européenne s'est-elle constituée, avec quels objectifs et dans quel contexte ? Retour sur la stratégie des pères fondateurs et analyse des conditions de sa mise en œuvre.

Les grandes étapes de la construction : traité de Rome, politique agricole commune, acte unique européen, traité de Maastricht, traité de Lisbonne.

La logique des différentes extensions : de l'Europe des Six à l'Europe des Vingt-Sept. Contexte politique et objet de chaque avancée. Succès et échecs.

Questions-réponses.

## Des institutions complexes au service d'un projet qui ne l'est pas moins. . .

La construction européenne, un projet sans précédent historique.

Compétences communautaires et principe de subsidiarité.

Description des différentes institutions européennes et de leur rôle. Spécificité de ces institutions en comparaison des institutions des Etats membres.

Pertinence du concept de fédération d'Etats-nations pour caractériser la construction européenne. Quelle articulation entre logique communautaire et logique intergouvernementale dans la gouvernance de l'Europe ?

Questions-réponses.

## Un projet économique au service d'un projet politique ?

Du marché commun au marché unique : le libéralisme économique au cœur du projet européen. La préférence européenne pour les changes fixes et la longue marche vers l'euro. Analyse économique et politique de la monnaie unique : du serpent monétaire au traité de Maastricht.

Les critères de convergence, la mise en place de l'euro et la création de la Banque centrale européenne. Les limites du pacte de stabilité. Le bilan de la première décennie de l'euro.

Les raisons de la crise de l'euro : gouvernance molle et solidarité limitée. Les enjeux de la création du fonds de stabilité financière. Le défi de la coordination et de la solidarité budgétaire. Pourquoi l'Europe reculera si elle n'avance pas.

Questions-réponses.

## Les défis à relever

Peut-on enfin construire une réelle Europe sociale au-delà de la concurrence des modèles sociaux nationaux actuels ?

Quels outils développer pour une régulation macroéconomique et financière satisfaisante à la lumière de la crise ?

Peut-on faire émerger un espace démocratique européen ?

Quelles frontières pour l'Europe ? Sa place dans la mondialisation.

Questions-réponses.

La crise actuelle est pour partie une crise écologique, du fait de la hausse des prix des énergies fossiles et des produits alimentaires. En outre, la question écologique sera très probablement la grande question du XXI<sup>e</sup> siècle. Cette formation vise à mieux comprendre la nature des problèmes auxquels nous sommes confrontés, les moyens dont nous disposons pour y faire face et les raisons pour lesquelles nous ne les utilisons pas ou peu.

## OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Connaître les différentes dimensions de la crise écologique
- Identifier les outils techniques et économiques permettant d'y faire face
- Savoir apprécier la politique française en matière écologique
- Identifier les raisons des résistances à la conversion écologique de l'économie

## PUBLIC

- Elus locaux et nationaux
- Salariés d'associations et d'entreprises travaillant sur les enjeux environnementaux
- Représentants du personnel dans des entreprises ou des collectivités concernées par la conversion écologique de l'économie
- Toute personne ayant besoin de comprendre ces enjeux dans l'exercice de ses fonctions

## FORMATEUR



Guillaume Duval,  
rédacteur en chef  
d'Alternatives Economiques

## DURÉE, DATE & LIEU

- 1 journée [9 h-17 h]
- Date et lieu : 9 mai 2012 à Paris 2<sup>e</sup>.  
Autres dates et lieux sur demande.

## TARIFS (repas inclus)

- 650 € HT / 777,40 € TTC  
[entreprises & collectivités territoriales]
- 450 € HT / 538,20 € TTC  
[associations & particuliers]
- Formation sur mesure :  
tarifs sur demande

Référence formation : AEG 003

## Il n'y a pas que le changement climatique !

Tour d'horizon des problèmes écologiques auxquels nous sommes confrontés : changement climatique, biodiversité, question de l'eau, empoisonnement chimique de l'environnement, perspectives démographiques et accès à l'alimentation.

Questions-réponses.

## Comment éviter la catastrophe

Les outils dont on dispose pour faire face aux défis écologiques :

- sur le plan des techniques ;
- en matière d'outils économiques (normes, interdictions, labels, écotaxes, permis d'émission) ;
- sur le plan de l'organisation du système productif (économie circulaire ou écologie industrielle et économie de fonctionnalité).

Questions-réponses.

## Où en est la France sur le plan environnemental ?

La situation de la France vis-à-vis des principaux enjeux écologiques.

L'Hexagone émet peu de gaz à effet de serre, du fait de la domination de la production d'électricité d'origine nucléaire. En revanche, il est mal placé dans la plupart des autres domaines : pesticides, étalement urbain, énergies renouvelables, efficacité énergétique...

Questions-réponses.

## Le débat croissance verte/décroissance

Présentation des termes du débat entre la possibilité posée par certains d'une « croissance verte » et la nécessité affirmée par d'autres d'organiser une « décroissance » de l'activité économique.

Questions-réponses.

## Pourquoi ne fait-on rien ou si peu ?

Les nombreuses raisons, de nature principalement sociopolitique, qui expliquent pourquoi il est difficile d'avancer sur la voie de l'économie verte et de la conversion écologique de nos économies, bien que les techniques, les outils économiques et l'organisation du système productif vers lesquels il faudrait s'orienter soient connus. La faiblesse de la régulation mondiale et la question du dumping environnemental. Les raisons de fond qui expliquent l'asymétrie des capacités de lobbying entre défenseurs du statu quo et partisans de la conversion écologique de l'économie.

La question du « court-termisme » des politiques dans un contexte démocratique. L'articulation entre le combat contre les inégalités et celui pour la conversion écologique de l'économie, tant au niveau mondial qu'à l'intérieur de nos sociétés.

Questions-réponses.

# OÙ EN EST L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ? 1 journée

Il s'agit de situer les principales faiblesses et difficultés de l'économie française, mais aussi ses atouts. Tout en donnant des éléments permettant de se repérer dans les controverses qui agitent régulièrement le débat public, suite à la crise et à la perte du AAA de l'Etat français. Comment se situe la France dans l'économie mondiale ? Où en est son « modèle social » ? Comment peut-elle se réformer ?

## OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Identifier les forces et les faiblesses de l'économie française
- Apprécier la situation de la France dans le contexte de la crise économique et financière
- Connaître les spécificités du modèle social français

## PUBLIC

- Représentants du personnel et acteurs de la protection sociale
- Elus locaux en charge du développement économique ou de la cohésion sociale
- Toute personne ayant besoin de comprendre ces enjeux dans l'exercice de ses fonctions

## FORMATEUR



Guillaume Duval,  
rédacteur en chef  
d'Alternatives Economiques,  
auteur notamment de *La France  
d'après. Rebondir après la crise*,  
éd. Les petits matins, 2011

## DURÉE, DATE & LIEU

- 1 journée [9 h-17 h]
- Date et lieu : selon demande.

## TARIFS (repas inclus)

- 650 € HT / 777,40 € TTC  
[entreprises & collectivités territoriales]
- 450 € HT / 538,20 € TTC  
[associations & particuliers]
- Formation sur mesure :  
tarifs sur demande

Référence formation : AEG 004

## L'économie française dans la crise

La crise a bousculé l'économie française et a conduit à une remise en cause de son « modèle social », notamment après la perte du AAA par l'Etat français. Analyse des principales conséquences économiques et sociales de cette crise et des forces et faiblesses qu'elle a révélées.

Questions-réponses.

## Les 35 heures sont-elles responsables de tous nos maux ?

Bilan des 35 heures. Leurs effets sur l'économie française un peu plus de dix ans après leur mise en route. Les nouveaux débats sur le temps de travail.

Questions-réponses.

## Faut-il réduire les dépenses publiques ?

L'évolution des finances publiques françaises. Les raisons du creusement des déficits et des dettes au cours de la dernière décennie. Les effets des finances publiques sur la société et l'économie françaises. Les différentes stratégies possibles pour redresser les finances publiques.

Questions-réponses.

## Faut-il imiter l'Allemagne ?

Comparaison des performances économiques et sociales françaises et allemandes au cours du dernier quart de siècle. Pourquoi copier le « modèle allemand » n'est pas forcément une perspective réaliste et intéressante pour la France.

Questions-réponses.

## Analyse du « modèle social » français

Les caractéristiques spécifiques du « modèle social » français. Pourquoi il déplaît aux plus aisés, qui ont le sentiment qu'on leur prend trop pour le donner aux pauvres. Pourquoi il ne satisfait pas non plus les citoyens du bas de l'échelle, qui ont le sentiment que l'action publique, malgré son ampleur, ne corrige pas réellement les inégalités.

Questions-réponses.

# COMPRENDRE LES ÉCONOMISTES

1 journée

Cette formation vise à identifier les grands courants d'analyse économique contemporains, qui plongent leurs racines chez quelques grands ancêtres, mais se sont radicalisés ou ont été influencés par d'autres courants. Ce qui a complexifié le paysage.

Il subsiste aujourd'hui des écoles de pensée. Néanmoins, les querelles actuelles portent moins sur des analyses théoriques que sur des propositions, notamment à propos du rôle respectif de l'Etat et du marché et sur les limites de l'apport des économistes.

## OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Identifier les grands courants d'analyse économique contemporains
- Connaître les grandes figures de la pensée économique
- Comprendre le référentiel des économistes contemporains et prendre la mesure des évolutions de la pensée économique depuis trente ans

## PUBLIC

- Toute personne ayant besoin de comprendre ces enjeux dans l'exercice de ses fonctions

## FORMATEUR



Denis Clerc, fondateur et conseiller de la rédaction d'Alternatives Economiques. Auteur notamment de *Comprendre les économistes*, éd. Les petits matins, 2009

## DURÉE, DATE & LIEU

- 1 journée [9 h-17 h]
- Date et lieu : selon demande.

## TARIFS (repas inclus)

- 650 € HT / 777,40 € TTC [entreprises & collectivités territoriales]
- 450 € HT / 538,20 € TTC [associations & particuliers]
- Formation sur mesure : tarifs sur demande

Référence formation : AEG 005

## Classiques, néoclassiques, marxistes et keynésiens, les grandes familles

Adam Smith est aujourd'hui l'économiste le plus cité. Néanmoins, Keynes ou Marx ont, à la faveur de la crise, retrouvé un lustre qu'ils avaient tendance à perdre. Pourquoi ce qu'ils ont dit hier ou avant-hier inspire-t-il toujours les économistes d'aujourd'hui ?

Questions-réponses.

## Héritages et métissages : les principaux courants d'aujourd'hui

L'heure est à « l'économie métisse » : les néokeynésiens et les « marxistes analytiques » ont adopté, au moins en partie, les approches et les raisonnements néoclassiques ; quant aux hétérodoxes, ils acceptent, au moins partiellement, certaines hypothèses de l'approche dominante.

Quelques exemples.

Questions-réponses.

## Pensée dominante et courants hétérodoxes

On peut être plus ou moins hétérodoxe, comme on peut être plus ou moins croyant. Certains courants contemporains contestent radicalement la problématique néo-classique, d'autres s'en écartent seulement sur certains points. Revue des troupes.

Questions-réponses.

## L'économie, science dure ou science sociale ?

Passage en revue de quelques-unes des lignes de clivage qui fracturent la pensée économique contemporaine. Notamment celles qui concernent la prédominance de l'intérêt comme mobile dominant et la rationalité.

Pourquoi, en économie comme en histoire, les mêmes faits peuvent être interprétés différemment.

Questions-réponses.

Cette formation vise à expliciter la notion de mondialisation, les différentes dimensions auxquelles elle renvoie et les débats qu'elle suscite. Faut-il la craindre ? Y a-t-il des gagnants et des perdants de la mondialisation ? Une démondialisation est-elle souhaitable ?

## OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Comprendre ce qu'est la mondialisation
- Identifier les conséquences économiques et sociales de ce phénomène
- Connaître les contre-pouvoirs à la mondialisation
- Identifier les grands défis économiques et sociaux auxquels la planète est confrontée

## PUBLIC

- Toute personne amenée à travailler avec des structures partenaires issues d'autres pays ou continents
- Toute personne ayant besoin de comprendre ces enjeux dans l'exercice de ses fonctions

## FORMATEUR



Philippe Frémeaux,  
directeur de la publication  
d'Alternatives Economiques

## DURÉE, DATE & LIEU

- 1 journée [9 h-17 h]
- Date et lieu : selon demande

## TARIFS (repas inclus)

- 650 € HT / 777,40 € TTC  
[entreprises & collectivités territoriales]
- 450 € HT / 538,20 € TTC  
[associations & particuliers]
- Formation sur mesure :  
tarifs sur demande

Référence formation : AEG 006

## Qu'est-ce que la mondialisation ?

La mondialisation, un phénomène ancien. Le contexte spécifique de la mondialisation contemporaine.

Les principales transformations observées et leur origine : croissance des flux commerciaux et libre-échange ; émergence des firmes multinationales et des investissements directs étrangers ; constitution d'un marché mondial pour un nombre croissant de biens et de services ; libre circulation des capitaux, mondialisation financière ; extension du capitalisme à l'ensemble de la planète ; défi politique entraîné par le décalage entre l'espace de l'économie et celui de la régulation.

Questions-réponses.

## Faut-il avoir peur de la mondialisation ?

La mondialisation explique-t-elle le chômage et la montée des inégalités ?

La montée des inégalités au sein des pays est-elle le corollaire d'une réduction des inégalités entre nations à l'échelle internationale ?

Questions-réponses.

## Quel pouvoir les Etats conservent-ils avec la mondialisation ? Quel rôle pour l'Europe ?

La mondialisation affaiblit la capacité des Etats face aux acteurs privés : entreprises, banques, détenteurs de capitaux. Les gouvernements disposent-ils encore de moyens d'agir sur l'économie ? Ces évolutions n'ont-elles pas été provoquées par les pays riches ?

Comment les différents Etats s'insèrent-ils dans la mondialisation ? Qui sont les gagnants et les perdants ?

L'Europe est-elle un garde-fou contre les risques de la mondialisation ?

Quelle gouvernance de la mondialisation hier et aujourd'hui ? Quel rôle pour le mouvement altermondialiste ?

Une démondialisation est-elle souhaitable, est-elle possible ?

Questions-réponses.

## Quel devenir pour la planète ?

Crise écologique globale, croissance démographique, inégalités croissantes dans les pays riches, pauvreté persistante d'une large partie du Sud, déséquilibres commerciaux et désordres financiers, risques de pénuries de ressources, etc. : que faire face à ces défis ?

Questions-réponses.

# LES PARADIS FISCAUX DANS LA MONDIALISATION

1/2 journée

Il s'agit d'expliquer en quoi les paradis fiscaux, loin de l'image des petites îles ensoleillées et des zones de blanchiment de l'argent du crime, représentent l'une des infrastructures essentielles du fonctionnement de la mondialisation contemporaine, aussi bien pour les acteurs de la finance que pour ceux de l'économie réelle.

## OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Savoir définir un paradis fiscal
- Décrypter la manière dont fonctionnent les paradis fiscaux
- Connaître les propositions de régulation de ces territoires

## PUBLIC

- Toute personne ayant besoin de comprendre ces enjeux dans l'exercice de ses fonctions

## FORMATEUR



Christian Chavagneux,  
rédacteur en chef adjoint  
d'Alternatives Economiques.  
Auteur notamment de  
*Les paradis fiscaux* (avec Ronen  
Palan), coll. Repères, éd. La  
Découverte, 2012 (3<sup>e</sup> édition)

## DURÉE, DATE & LIEU

- 1/2 journée [9 h-13 h]
- Date et lieu : selon demande.

## TARIFS

- 400 € HT / 478,40 € TTC  
[entreprises & collectivités territoriales]
- 250 € HT / 299 € TTC  
[associations & particuliers]
- Formation sur mesure :  
tarifs sur demande

Référence formation : AEG 007

## D'où viennent les paradis fiscaux ?

Une histoire de la montée en puissance de ces territoires.

Comment les grands principes sur lesquels fonctionnent les paradis fiscaux sont nés aux Etats-Unis de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans l'Angleterre des années 1920 et dans la Suisse des années 1930.

Analyse de leur montée en puissance depuis la fin des années 1960 jusqu'à aujourd'hui.

Questions-réponses.

## Quels rôles jouent les paradis fiscaux dans la mondialisation ?

Décryptage de la façon dont les paradis fiscaux servent aux contribuables les plus aisés, au fonctionnement de la finance, aux stratégies des multinationales et comment ils nourrissent l'instabilité de la finance mondiale.

Questions-réponses.

## Quelles régulations pour les paradis fiscaux ?

Passage en revue des décisions du G20 en matière de lutte contre les paradis fiscaux des années 1920 à nos jours.

Analyse des politiques de lutte contre les paradis fiscaux mises en oeuvre depuis le G20 d'avril 2009, et de leurs limites. Zoom sur les stratégies suivies par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France.

Bilan des propositions disponibles pour aller plus loin.

Questions-réponses.

# COMMENT MAÎTRISER LA FINANCE ?

1 journée

L'année 2007 a été marquée par le début d'une crise d'ampleur historique qui a failli emporter le système bancaire mondial. Une crise qui survient après beaucoup d'autres au cours des dernières décennies.

Peut-on aujourd'hui espérer contenir les dérapages réguliers de la finance et ses conséquences désastreuses sur l'activité et l'emploi ?

## OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Connaître les différentes crises économiques et financières de l'histoire contemporaine
- Comprendre les mécanismes des crises financières
- Savoir apprécier les tentatives de régulation de la finance mondiale

## PUBLIC

- Toute personne ayant besoin de comprendre ces enjeux dans l'exercice de ses fonctions

## FORMATEUR



Christian Chavagneux,  
rédacteur en chef adjoint  
d'Alternatives Economiques.  
Auteur notamment de *Une brève  
histoire des crises financières.  
Des tulipes aux subprimes*,  
éd. La Découverte, 2011

## DURÉE, DATE & LIEU

- 1 journée [9 h-17 h]
- Date et lieu : selon demande

## TARIFS (repas inclus)

- 650 € HT / 777,40 € TTC  
[entreprises & collectivités territoriales]
- 450 € HT / 538,20 € TTC  
[associations & particuliers]
- Formation sur mesure :  
tarifs sur demande

Référence formation : AEG 008

## Les grandes crises financières de l'histoire

Présentation de quelques grandes crises financières de l'histoire (les tulipes, la banqueroute de Law, la crise de 1929) pour se familiariser avec les mécanismes financiers. Chaque crise est présentée dans sa spécificité et dans les composantes qui la rapprochent des autres.

Questions-réponses.

## Qu'est-ce qu'une crise financière ?

Schéma type des crises financières afin d'en comprendre les principaux mécanismes, à partir d'exemples historiques et de la crise des subprimes.

Ce module s'appuie sur le précédent pour décrypter, au-delà des mécanismes économiques, les conditions sociales et politiques accroissant les probabilités de dérapage de la finance.

Questions-réponses.

## Peut-on maîtriser la finance ?

Le G20 a lancé un très grand nombre de chantiers de régulation financière. Ces nouvelles règles permettent-elles de contrôler les mécanismes de crise ?

Passage en revue des nouvelles réglementations destinées à encadrer les banques et les marchés financiers, afin de juger des avancées et des lacunes des projets actuels de régulation.

Questions-réponses.

# CRISE ET DÉFIS DE LA PROTECTION SOCIALE

1 journée

Réforme des retraites, « trou de la Sécu », risque dépendance, la protection sociale est soumise à de profondes transformations. Ces évolutions sont liées à la fois aux difficultés de financement des grandes assurances sociales (vieillesse, maladie) et à la croissance des besoins.

Cette formation propose d'expliquer les missions et les rouages de la protection sociale, mais aussi d'en éclairer les difficultés actuelles et les défis futurs.

## OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Connaître les fondements et l'organisation du système français de protection sociale
- Savoir différencier ce système des autres modèles européens de protection sociale
- Comprendre les fragilités actuelles du système
- Identifier les différentes pistes de réforme

## PUBLIC

- Personnels d'organismes de protection sociale
- Personnels d'organisations syndicales et militants syndicaux
- Toute personne ayant besoin de comprendre ces enjeux dans l'exercice de ses fonctions

## FORMATEUR



Thierry Pech,  
directeur de la rédaction  
d'Alternatives Economiques

## DURÉE, DATE & LIEU

- 1 journée [9 h-17 h]
- Date et lieu : selon demande

## TARIFS (repas inclus)

- 650 € HT / 777,40 € TTC  
[entreprises & collectivités territoriales]
- 450 € HT / 538,20 € TTC  
[associations & particuliers]
- Formation sur mesure :  
tarifs sur demande

Référence formation : AEG 009

## Les fondements de la protection sociale en France

La société industrielle avant la protection sociale : inégalités et insécurités.

La première mission de la protection sociale : donner à chacun les moyens de son indépendance et d'une vie digne.

Pourquoi la protection sociale est également un bon calcul économique.

Les cinq « risques » de la Sécurité sociale.

Comment un modèle assis sur l'emploi salarié s'est peu à peu généralisé.

Questions-réponses.

## Les autres systèmes de protection sociale

Les « trois mondes de l'État-providence » (Gosta Esping-Andersen) : le système libéral ou « beveridgien », le système scandinave, le système continental.

Quel partage des responsabilités entre l'État, le marché et la famille ?

Etude de cas : les retraites.

Questions-réponses.

## Les origines de la crise du système

La première cause de la crise des systèmes de protection sociale, c'est leur succès !

Comment le vieillissement démographique accroît les besoins de protection.

Comment la mondialisation aiguise la concurrence entre pays sur les coûts sociaux.

Comment le chômage de masse fragilise une protection sociale assise sur l'emploi salarié.

L'hybridation progressive du système français : les minima sociaux.

Le poids financier de la protection sociale aujourd'hui et demain.

Au défi financier s'ajoutent de nouveaux risques : le cas de la dépendance.

Questions-réponses.

## Peut-on sauver la protection sociale ?

Attacher les droits sociaux à la personne plus qu'à l'emploi.

Construire une protection sociale qui ne se contente pas de réparer ou de compenser, mais qui arme les individus pour la vie (éducation, formation, etc.).

Repenser le cycle de vie et donner à chacun la possibilité de le dessiner plus librement (conciliation des temps sociaux).

Repenser le modèle de financement : TVA sociale, CSG...

Questions-réponses.

# COMPRENDRE LES POLITIQUES DE L'EMPLOI

1 journée

Le choc pétrolier de 1973 et l'apparition d'un chômage de masse en France et dans un grand nombre de pays développés ont rendu indispensable la mise en œuvre de politiques d'emploi visant à favoriser la création d'emplois et à soutenir les publics en difficulté sur le marché du travail.

Quelles sont les grandes politiques adoptées depuis quarante ans ? Quelles ont été leurs résultats ?

Les politiques mises en place en France depuis le début de la crise sont-elles adaptées ?

## OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Comprendre la logique des politiques d'emploi
- Identifier les différentes politiques d'emploi possibles et apprécier leurs résultats
- Connaître l'état du marché du travail français
- Identifier les bonnes pratiques étrangères en matière de politiques d'emploi

## PUBLIC

- Personnels d'organisations syndicales et militants syndicaux
- Toute personne ayant besoin de comprendre ces enjeux dans l'exercice de ses fonctions



## FORMATEURS

Denis Clerc, fondateur et conseiller de la rédaction d'Alternatives Economiques, et Guillaume Duval,



rédacteur en chef d'Alternatives Economiques

## DURÉE, DATE & LIEU

- 1 journée [9 h-17 h]
- Date et lieu : selon demande

## TARIFS (repas inclus)

- 650 € HT / 777,40 € TTC [entreprises & collectivités territoriales]
- 450 € HT / 538,20 € TTC [associations & particuliers]
- Formation sur mesure : tarifs sur demande

Référence formation : AEG 010

## Pourquoi des politiques d'emploi et lesquelles : La France depuis les années 1970

Pourquoi des politiques d'emploi ? Parce que le plein-emploi n'est plus assuré et que les diagnostics diffèrent : salaire minimum excessif, rigidité du marché du travail, assurance chômage et aides sociales trop généreuses, croissance économique insuffisante, population active en forte progression, qualifications trop faibles, concurrence imparfaite.

Quelles politiques d'emploi ? Réduction des coûts salariaux, emplois subventionnés (contrats aidés), partage du travail (des préretraites aux 35 heures), flexibilité, formation, activation des dépenses d'aide aux chômeurs.

Questions-réponses.

## Qu'est-ce qui marche ailleurs ?

Aperçu des politiques menées dans les autres grands pays développés : bas salaires aux Etats-Unis, flexsécurité au Danemark, formation en Finlande, apprentissage en Allemagne, temps partiel aux Pays-Bas...

Questions-réponses.

## Le marché du travail en France en 2012

Un taux d'activité globalement faible, une forte progression des emplois temporaires et des emplois à temps partiel contraint, des jeunes fortement touchés par la précarité et le chômage, des seniors expulsés du marché du travail de diverses manières... La dualité du marché du travail : insiders contre outsiders, jeunes contre vieux, peu qualifiés contre très qualifiés.

Questions-réponses.

## Les politiques d'emploi mises en œuvre depuis le début de la crise sont-elles adaptées ?

En quoi les politiques d'emploi ont été inadéquates en France ces dernières années.

Les pistes étrangères : le partage du travail à l'allemande ou à la néerlandaise, avec une utilisation massive du chômage partiel.

Questions-réponses.

# COMPRENDRE LES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

1 journée

Cette formation explicite à quoi servent les impôts et cotisations sociales et comment ils sont prélevés. Elle détaille les différentes fonctions de l'Etat et des régimes de protection sociale, et identifie les questions qui font débat aujourd'hui dans ces domaines.

## OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Connaître les différents types d'impôts et de cotisations sociales en France
- Comprendre à quoi ils servent
- Identifier les pistes possibles de réforme

## PUBLIC

- Personnels et cadres de collectivités territoriales
- Personnels et cadres d'organismes de protection sociale
- Personnels d'organisations syndicales et militants syndicaux
- Toute personne ayant besoin de ces enjeux dans l'exercice de ses fonctions

## FORMATEUR



Philippe Frémeaux,  
directeur de la publication  
d'Alternatives Economiques

## DURÉE, DATE & LIEU

- 1 journée [9h-17h]
- Date et lieu : selon demande.

## TARIFS (repas inclus)

- 650 € HT / 777,40 € TTC  
[entreprises & collectivités territoriales]
- 450 € HT / 538,20 € TTC  
[associations & particuliers]
- Formation sur mesure : tarifs sur demande

Référence formation : AEG 011

## À quoi servent les impôts et cotisations sociales ?

L'évolution des fonctions de l'Etat et des régimes de protection sociale en longue période.

Éléments de comparaison internationale. Description des principaux biens publics financés par l'impôt et les cotisations sociales. Assurance sociale et solidarité. Etat, régions, départements, communes, Union européenne : qui dépense quoi ? Les différents régimes de protection sociale, leurs principes de fonctionnement. Les principaux défis auxquels ils sont confrontés : santé, vieillesse, famille, logement, chômage, lutte contre l'exclusion, dépendance.

Questions-réponses.

## Comment sont financées les dépenses collectives ?

Analyse des différentes formes de prélèvements : capitulaires, proportionnels et progressifs.

Les différentes assiettes possibles (revenu, patrimoine, consommation, etc.).

Qu'est-ce qu'un système fiscal juste ?

Description détaillée des différents prélèvements obligatoires en France aujourd'hui : TVA, TIPP, impôt sur le revenu, CSG-CRDS, taxes foncières, taxe d'habitation, droits de mutation, impôt sur la fortune, impôt sur les sociétés, cotisations sociales.

Les conséquences des réformes mises en oeuvre au cours de la dernière décennie.

Faut-il et, si oui, comment réformer le système de prélèvements français ?

Le débat sur la « TVA sociale ».

Questions-réponses.

## Quel devenir pour la sphère publique ?

Les dépenses publiques et sociales sont-elles un obstacle à la compétitivité ? A quoi sert la révision générale des politiques publiques (RGPP) ? Faut-il modifier les priorités données à la protection sociale ?

Éléments de comparaison internationale.

Questions-réponses.

# L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : QUELLE ALTERNATIVE ?

1 journée

Cette formation propose de débattre de l'apport des organisations rassemblées au sein de l'économie sociale et solidaire à la transformation de notre économie et de notre société. Quand sont apparues les premières structures de l'économie sociale et solidaire ? Comment fonctionnent-elles ? Pourquoi sont-elles si peu visibles, alors qu'elles constituent l'un des piliers de l'économie française ?

## OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Identifier les acteurs de l'économie sociale et solidaire
- Connaître leurs spécificités
- Identifier les grands défis auxquels ils sont confrontés

## PUBLIC

- Acteurs de l'économie sociale et solidaire
- Toute personne susceptible de travailler avec des structures de l'économie sociale et solidaire

## FORMATEUR



Philippe Frémeaux, directeur de la publication d'Alternatives Économiques. Auteur notamment de *La nouvelle alternative ? Enquête sur l'économie sociale et solidaire*, éd. Les petits matins, 2011

## DURÉE, DATE & LIEU

- 1 journée [9 h-17 h]
- Date et lieu : selon demande

## TARIFS (repas inclus)

- 650 € HT / 777,40 € TTC [entreprises & collectivités territoriales]
- 450 € HT / 538,20 € TTC [associations & particuliers]
- Formation sur mesure : tarifs sur demande

Référence formation : AEG 012

## L'économie sociale et solidaire : derrière le concept, une dynamique ancienne

De quoi parlons-nous ? L'économie sociale ou la priorité donnée au statut ; l'économie solidaire ou la priorité donnée à l'objet social.

Retour sur l'histoire : l'économie sociale et solidaire comme manifestation de la capacité de la société à prendre en charge ses problèmes, en marge de l'État et des acteurs privés. Une démarche entrepreneuriale au service de l'innovation sociale.

Le devenir des organisations de l'économie sociale et solidaire : innovation, récupération, banalisation, instrumentalisation. Un cycle toujours renouvelé.

Questions-réponses.

## Une gouvernance démocratique exemplaire ?

Dans un contexte actuel de financiarisation et de mondialisation de l'économie, l'économie sociale et solidaire fournit-elle un modèle de gouvernance alternatif ?

La gouvernance démocratique des associations, des mutuelles et des coopératives. Statuts et pratiques. Une gouvernance qui permet d'assurer la pérennité du projet porté par les fondateurs. Les dérives potentielles. Études de cas pratiques.

Une entreprise démocratique est-elle possible ? Des entreprises plus démocratiques rendent-elles l'économie plus démocratique ?

Questions-réponses.

## Les raisons de la faible visibilité de l'économie sociale et solidaire

Une utilité sociale spécifique.

L'économie sociale et solidaire constitue-t-elle un mouvement social ?

Des rapports souvent étroits et toujours complexes avec les pouvoirs publics.

La présence très inégale des organisations de l'économie sociale et solidaire dans les différents secteurs d'activité.

Questions-réponses.

## Comment l'économie sociale et solidaire contribue à transformer la société

L'économie sociale et solidaire, facteur de diversité (objet social, gouvernance).

L'économie sociale et solidaire entre réparation sociale et transformation sociale.

Quelle articulation avec les autres acteurs sociaux (mouvement syndical, organisations politiques, collectivités territoriales, etc.) ?

Questions-réponses.

# BULLETIN D'INSCRIPTION

## Titre de la formation

Référence formation : .....

Date de formation : .....

Pour toute inscription, renvoyez ce formulaire accompagné de votre règlement à :

Alternatives Economiques Formation  
12, rue du Cap-Vert, 21800 Quétigny  
Fax : 03 80 48 10 34

## Coordonnées de la personne à inscrire

Nom : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

Société : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Ville : .....

Tél. : .....

Pour le suivi de votre inscription, votre courriel :  
.....

## Dossier d'inscription suivi par

Nom : .....

Fonction : .....

Société : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Ville : .....

Tél. : .....

Courriel : .....

Code NAF : .....

Siret : .....

N° TVA intracommunautaire : .....

## Adresse de facturation ou prise en charge par un organisme collecteur

Société : .....

Contact : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Tél. : .....

Courriel : .....

Déclaration d'activité enregistrée sous le numéro 11 75 47129 75 auprès du préfet de la région Ile-de-France.

Extrait des conditions générales de vente (disponibles dans leur intégralité sur [www.alternatives-economiques.fr/formation](http://www.alternatives-economiques.fr/formation))

## Modalités d'annulation

Toute annulation devra être faite par écrit et envoyée par fax ou par courriel. En cas d'annulation effectuée moins de 14 jours avant la date de la formation ou en cas d'absence le jour de la formation, le paiement de l'inscription restera pleinement dû et ne donnera lieu à aucun remboursement. En cas d'annulation effectuée plus de 14 jours avant la date de la formation, l'inscription vous sera remboursée, déduction faite d'un montant de 180 euros HT pour frais de dossier. Vous pouvez vous faire remplacer en nous communiquant par écrit les nom et coordonnées du remplaçant.

J'utilise mon DIF pour cette formation  Oui  Non

Votre inscription doit être obligatoirement signée. Le cachet de l'entreprise est obligatoire pour les salariés.

Je soussigné(e) accepte les modalités de règlement et d'annulation

Date : ..... Signature : .....

Cachet de l'entreprise :

Renseignements :  
[www.alternatives-economiques.fr/formation](http://www.alternatives-economiques.fr/formation)  
Tél. : 01 44 88 28 90  
[formation@alternatives-economiques](mailto:formation@alternatives-economiques)

Alternatives  
Economiques

Près d'un million  
de lecteurs par mois

Numéro 2  
des magazines économiques



Alternatives  
Economiques

FORMATION

Alternatives Economiques Formation  
12, rue du Cap-Vert, 21800 Quétigny  
[www.alternatives-economiques.fr/formation](http://www.alternatives-economiques.fr/formation)  
Tél. : 01 44 88 28 90 / [formation@alternatives-economiques](mailto:formation@alternatives-economiques)